V

La crise de la C.G.T.
L'annonce de nouveaux courants

Du congrès de Marseille (1908) à la guerre, la C.G.T. subit une grave crise marquée par le renouvellement d'une partie de son personnel dirigeant. Nous n'avons pas publié d'extraits qui se rapportent aux drames du ministère Clemenceau, nous n'en donnons pas davantage ici sur l'Été 14. A quoi bon reproduire les textes qu'on trouve dans les ouvrages très connus : *Clemenceau, briseur de grèves* de J. Julliard et les histoires du mouvement ouvrier pendant la guerre de A. Rosmer et de Madame A. Kriegel ?

1. Contre les retraites ouvrières

La C.G.T. s'est opposée à la capitalisation dès 1901, à propos des retraites des mineurs. Le texte suivant est celui d'une affiche éditée par le Comité confédéral en février 1910. Il y eut alors de nombreux meetings et une vive agitation qui se poursuivit après le vote de la loi du 5 avril 1910 contre « l'escroquerie des retraites ouvrières », « la retraite pour les morts ».

L'ESCROQUERIE DES RETRAITES

De nouveau la classe ouvrière est menacée, sous le prétexte de retraites ouvrières, d'une formidable escroquerie.

Nos dirigeants veulent, par la loi actuellement en discussion au Parlement, frapper tous les travailleurs d'un impôt nouveau.

En effet, le projet, basé sur la capitalisation, consiste en une cotisation annuelle de 9 francs pour les hommes, 6 francs pour les femmes et 4,50 francs pour les jeunes ouvriers. Les patrons seront taxés d'une cotisation identique. *Cette taxe patronale sera encore fournie par le travailleur exploité.*

A l'aide de ces versements, *l'État capitalisera annuellement* :

Versements ouvriers.....	80 000 000 de francs
Versements patronaux...	80 000 000 de francs
Au total	160 000 000 de francs

qui, par intérêts composés, constitueront au bout de quarante années un capital de 11 milliards de francs environ ; en quatre-vingts années, 15 milliards.

Que fera-t-on de cet argent ?

Cette capitalisation est pour nos gouvernants une bonne affaire financière. Elle leur permettra, en cas de conflagration internationale, de trouver les fonds nécessaires pour soutenir la guerre. L'exemple de la Caisse des Inscrits maritimes est là pour nous ouvrir les yeux.

Par six prélèvements, les six gouvernements[1] qui se sont succédé de 1740 à 1870 ont soustrait à cette caisse une somme globale de 342 000 000 de francs

C'est encore à l'aide de cette capitalisation que l'État comblerait les vides creusés tous les ans dans le Trésor public par l'augmentation croissante des budgets de la guerre et de la marine — œuvre essentielle de mort.

1. Monarchie, république, empire, monarchie, république, empire ?

Où placera-t-on cet argent ?

Dans des exploitations capitalistes, comme le démontre la démarche faite auprès du président du Conseil par le Crédit commercial et industriel.

L'argent des ouvriers servira à leur exploitation !

Devons-nous accepter ce projet ?

Après trente années de versements, il ne nous réserve qu'une rente de 300 à 400 francs par an, alors que, sans aucun prélèvement, l'État accorde aux militaires, gens oisifs par excellence — ayant accompli 15 ans de service —, des retraites variant entre 700 et 1 100 francs.

Combien de nous arriveront au terme exigé par la loi, 65 ans ?

Pas même 600 000 sur 11 000 000 de travailleurs. Pas même 5 % !

Ainsi, pendant trente ans, nous paierons un impôt nouveau sous forme de cotisations annuelles. Nous prélèverons sur notre budget déjà si maigre des sommes qui ne serviront même pas à procurer à nos vieux camarades d'atelier les moyens de vivre.

L'État n'assurera, pendant les 30 premières années, que des allocations ridicules allant de 60 à 120 francs par an.

Nous devons protester énergiquement contre cette formidable duperie...

Avec nous vous protesterez : contre les versements obligatoires, contre l'âge trop avancé de l'entrée en jouissance, contre le taux dérisoire de cette retraite. Avec nous vous affirmerez votre volonté d'obtenir des retraites sur la base de la répartition, parce que seule la répartition est susceptible de nous donner satisfaction ; parce que seule, et contrairement à la capitalisation, la répartition ne constitue pas un danger pour notre avenir d'émancipation.

J.-B. Sévérac, « Le Mouvement syndical », *Encyclopédie socialiste*, Paris, Quillet, 1913, pp. 260-261.

2. Contre la vie chère

Motion du congrès du Havre de 1912. Les tentatives de taxation des produits sur les marchés, renouvelées de la grande Révolution, ont provoqué des manifestations et des répressions violentes. Nombreux furent les militants condamnés. L'agitation dura de 1910 à la guerre. Elle s'accompagna d'une lutte contre la hausse des loyers menée par la Fédération des Locataires, dirigée par le syndicaliste révolutionnaire Cochon.

« Le Congrès, considérant que la crise de la cherté de la vie n'est pas seulement nationale, mais internationale, que des causes naturelles ou accidentelles, comme l'augmentation des besoins ou les récoltes déficitaires, ne suffisent cependant pas à l'expliquer ;

« Déclare que la hausse est due à un ensemble de facteurs d'ordre capitaliste au premier rang desquels apparaissent : 1° la mauvaise organisation de la production et des industries agricoles ; 2° le développement des cartels et des trusts ; 3° les spéculations favorisées par le régime douanier ; 4° les impôts qui pèsent sur le travail et notamment ceux qu'entraîne le gaspillage budgétaire provoqué par les dépenses militaires.

« A titre d'indication, le Congrès préconise les moyens suivants pour réagir contre la crise du renchérissement de la vie :

« a) *Moyens individuels.* — Le congrès estime qu'en présence du problème angoissant de l'augmentation du coût de la vie, il y a lieu d'éditer des études pour servir de guide aux propagandistes, en indiquant les causes générales et les remèdes préconisés en vue d'atténuer les effets de la vie chère ; il conseille au Comité confédéral de bien indiquer que les travailleurs doivent, en présence des luttes à soutenir, s'abstenir des boissons alcooliques, fuir les jeux de hasard et les dépenses inutiles.

« b) *Moyens éducatifs.* — Éducation de la ménagère pour la meilleure utilisation de son budget et l'acquisition de notions d'hygiène alimentaire. Création, à cet effet, de

cours d'économie ménagère dans nos Bourses du Travail.

« c) *Moyens collectifs.* — Boycottage des produits qui ne sont pas de première nécessité et dont le prix est élevé par suite des manœuvres capitalistes ;

« Imposition sur les marchés, en dehors de toute déprédation de marchandises, de prix établis par des Comités régionaux spéciaux ;

« Organisation du pouvoir de consommation, par la création de coopératives groupant par région leur puissance d'achat et pouvant, par leurs organismes centralisateurs, produire au profit des consommateurs en supprimant les intermédiaires ;

« Organisation de la production agricole permettant l'écoulement direct des produits ;

« Campagne d'agitation contre les droits prohibitifs abritant les agissements des trusts et déterminant la restriction et le développement de la production afin de fausser la loi de l'offre et de la demande ;

« Enfin, et surtout, préconise comme réponse aux augmentations de la valeur des produits les augmentations de la valeur des salaires ; ... »

XVIII[e] *Congrès national corporatif... Compte rendu des travaux,* Le Havre, C.G.T., s.d., p. 195.

3. L'invasion

A des degrés différents l'antisémitisme et l'antiféminisme dans la classe ouvrière ont une explication économique, mais il s'y trouve aussi des sentiments plus troubles. Faut-il remarquer l'essor bien connu de l'antisémitisme après les défaites ? Draveil - Villeneuve-Saint-Georges avait été le Gravelotte de la C.G.T. Il y a aussi le traumatisme de l'inique et invraisemblable condamnation à mort de Durand ; la mobilisation des intellectuels pour l'officier juif, leur indifférence envers le docker du Havre.

Les ouvriers du faubourg et d'ailleurs commencent à s'étonner de l'invasion des ouvriers étrangers et de leur accaparement de la main-d'œuvre française par ces intrus.

Ils commencent à comprendre — ces ouvriers — que cette incursion sur notre territoire est la conséquence de l'invasion juive.

Depuis la réunion où Pataud, au lendemain de la Conférence des Sociétés savantes, fut insulté en « yedish » par 2 000 juifs roumains ou valaques, réunis en 24 heures sur l'ordre des rabbins, ils ont fini par comprendre la véritable utilité du travail maçonnique, au profit de nos seigneurs youtres[1].

Comment s'étonner de cet envahissement du marché français par les étrangers quand les Otto Pohl et les Longuet[2] dirigent la politique étrangère de *L'Humanité* au bénéfice des juifs allemands ? Et lorsque les « camarades » comme le F∴ Mutschler, juif allemand, naturalisé depuis quelques années seulement, dirige (*sic*) la Fédération des Coopératives parisiennes.

Ah ! l'internationalisme est une doctrine excellente ! Excellente surtout pour les Youtres et les Moldo-Valaques qui accaparent le travail des Français et les obligent à

---

1. Les syndicalistes anarchistes Janvion, membre du Comité confédéral, et Pataud, secrétaire des électriciens, ont participé le 3 avril 1911 à une réunion antisémite à la salle des Sociétés savantes. Les propos tenus par Pataud acclamés par un public d'*Action française*, ont provoqué l'indignation de *L'Humanité* socialiste, de *La Guerre sociale* socialiste et syndicaliste, mais pas de *La Bataille syndicaliste*, organe de la C.G.T. Pataud chercha vainement à se justifier dans une réunion de la Bourse du Travail provoquée non par les « rabbins » mais par Longuet. Sa thèse : hostilité au capitalisme juif et non aux travailleurs, est démentie par le texte qui est probablement de Janvion.

2. Jean Longuet, professeur agrégé de philosophie et député socialiste unifié. Fils de Charles Longuet, membre de la Commune de Paris, et de Jenny, fille aînée de Marx. Jean Longuet était un des spécialistes des relations internationales dans la S.F.I.O. Léon Daudet l'appelait « quart de boche ». En fait, il avait deux grands-parents allemands, mais aucun n'était juif, puisque Marx et sa femme Jenny von Westphalen avaient tous deux été élevés dans la confession luthérienne.

s'expulser, selon la bonne formule internationaliste, pour laisser la place de France nette aux agents de la Juiverie qui, elle, ne tardera pas à être nationaliste. Gare alors au Réveil, comme le prophétise Urbain Gohier[1] !

Terre libre[2], *organe syndical d'action directe*, 15 octobre 1911.

4. « L'Encyclique syndicaliste » (20 août 1912)

Quoiqu'il rappelle les vieux différends et leurs raisons, et qu'il réponde dans l'immédiat aux discours injurieux que deux députés guesdistes avaient prononcés à la Chambre, ce manifeste est presque exclusivement dirigé contre Hervé et le groupe de *La Guerre sociale*, qui s'efforçait avec l'appui d'une fraction importante de syndicalistes parisiens d'imposer son autorité à la C.G.T. *La Guerre sociale* faisait un énorme battage. Elle venait de démasquer Métivier. La complaisance de Jaurès pour Gustave Hervé est critiquée par allusion et l'antipatriotisme de 1906 est, en fait, désavoué. Quelques jours plus tard se tenait le congrès du Havre.

Il nous plaît, à notre tour, de faire connaître, dans les circonstances présentes, notre sentiment et de fixer la position que nous entendons occuper dans le mouvement ouvrier de ce pays. Notre sentiment est ce qu'il était hier, alors que la C.G.T. se développait, fortifiée par l'activité et l'enthousiasme de ses adhérents ; notre position reste ce que l'ont précisée les congrès confédéraux : indépendance

---

1. Urbain Gohier, pseudonyme de Urbain Degoulet (1862-1951), pamphlétaire de talent, tour à tour monarchiste, anarchiste, antimilitariste, dreyfusard, nationaliste antisémite.
2. R. Brécy dit de *Terre libre* que ce journal luttait contre l'influence maçonnique dans les syndicats. Il est avant tout antisémite.

absolue, totale à l'égard des partis et des sectes, liberté complète dans le choix des moyens à employer au cours de la lutte soutenue par la classe ouvrière.

Un rappel des décisions de nos congrès n'est pas, en effet, superflu à l'heure où trop d'intrigues se jouent, toutes dirigées contre l'autonomie du mouvement syndical. Cette autonomie, les syndicats l'ont conquise au prix de difficultés sans nombre ; une réaction de plusieurs années leur a été nécessaire afin de se prémunir d'un contact entéressé, qui fût devenu fatal.

L'histoire de la C.G.T. est tout au long marquée par des luttes, engagées par des gens avides de la séduire et de la capter. Aujourd'hui, comme hier, nous nous garderons bien de l'oublier.

Il y a près de vingt ans déjà se dressaient les convoitises politiciennes ; il y a douze ans s'exerçait la corruption déprimante d'un gouvernement encouragé, soutenu par une fraction socialiste gagnée par le pouvoir ; il y a six ans se manifestait une excitation étrangère à toute idée, sous couvert de l'antipatriotisme, production bâtarde d'une réclame outrée ; en même temps se reproduisaient les convoitises politiciennes hypocritement écartées par les congrès socialistes de Limoges et de Nancy. Depuis des mois, les mêmes convoitises s'étalent. Le Parti socialiste, aidé par des amis compromettants, essaie à nouveau, sous des allures débonnaires, de désarmer notre prévention et surprendre notre bonne foi.

Au mépris de la lettre des motions de Limoges et de Nancy, par tous les moyens, on tente de violer l'indépendance du mouvement syndical, dont au congrès socialiste de Lyon par une aberration singulière on condamnait les manifestations et les luttes.

Une déclaration de guerre était officiellement lancée au nom même d'intérêts électoraux d'une moralité douteuse. Puis se greffait sur elle une stupide campagne de sommations et de chantage. L'hebdomadaire, acte révolutionnaire devant dispenser de toute autre besogne, a fait place au sermon énervant mais stérile.

Rappelons que la C.G.T. pour agir n'a attendu ni les attentions d'un parti ni les leçons d'une secte.

Alors que le Parti se débattait au milieu d'un gâchis inoubliable, la C.G.T. soutenait ses premières luttes, rencontrant parfois devant elle combinés les coups de force capitalistes et les intrigues de prétendus socialistes. Au milieu du combat et par lui, l'organisation confédérale grandissait, se fortifiait ; par la lutte notamment contre les bureaux de placeurs, en faveur des huit heures, elle donna l'occasion à la classe ouvrière d'exprimer sa force d'action. C'est de cette période d'activité continue que date l'extension confédérale ; les progrès réalisés aujourd'hui par toute l'organisation syndicale sont les produits de cette même période. C'est au cours de ces luttes que se créa de toutes pièces l'autorité morale de la C.G.T.

Depuis, nul grand progrès ne s'est réalisé, nulle agitation durable n'a connu les élans et les enthousiasmes d'alors. Et, cependant, la nouvelle propagande faite par des personnalités sans mandat et sans responsabilité venait de s'affirmer. C'est qu'elle était impuissante à créer une action utile et efficace.

Au contraire, de ce jour commence la confusion présente, de laquelle sont également responsables bien des syndicalistes imprévoyants ou aveugles.

A l'action organisée des syndicats, on voulait substituer l'acte personnel, esquissé dans une pose théâtrale, ou traduit par une expression violente, souvent grossière. Du « browning » et de « Mademoiselle Cisaille »[1], on faisait un drapeau alors que l'un ou l'autre ne sont que des moyens extrêmes auxquels on se résout ; l'antipatriotisme sans expression et sans objet tentera d'éliminer l'antimilitarisme ouvrier, affirmé par le congrès fédéral de 1909.

C'est l'excès sans contrepoids, sans équilibre. C'est

---

1. Le « Citoyen Browning » et « Mademoiselle Cisaille » (qui permet de saboter les signaux de chemin de fer) appartiennent au vocabulaire de l'hervéïsme, tel que l'expriment les rédacteurs de *La Guerre sociale*.

la propagande sans point d'appui. Elle ne pouvait se prolonger... Un changement était inévitable.

Aujourd'hui, c'est chose faite. Nous n'en sommes pas surpris. Une heure de réflexion dès le premier jour faisait entrevoir l'instabilité des gestes et des poses.

Nous n'éprouvons donc aucune colère.

Si nous étions des adversaires déterminés du Parti, nous nous réjouirions à l'attitude présente devant engendrer par réaction une hostilité violente. Que le Parti après tout en assume la responsabilité !

Trop complaisamment, il encourage en effet la campagne actuelle si dissemblable de ses précédentes. Qu'il ne soit pas surpris si demain se produisent des représailles provoquées par un travail souterrain opéré en vue de subtiliser un mouvement sans lequel sans doute l'on est impuissant pour l'action.

JOUHAUX, GRIFFUELHES, C. VOIRIN, SAVOIE, BLED.

La Bataille syndicaliste, 20 août 1912.

5. La motion du Havre (1912) sur les rapports de la C.G.T. et du Parti socialiste

Malgré la vivacité du conflit, dont témoigne le texte précédent, la question de l'indépendance syndicale fut de nouveau posée par Victor Renard au nom de la Fédération du Textile, réclamant une collaboration étroite avec le Parti.

Le texte suivant fut adopté par 1057 voix contre 35 et 11 abstentions.

« Le Congrès, à la veille de reprendre, pour l'intensifier, l'agitation confédérale en vue de réduire la durée de temps de travail[1], tient à nouveau à rappeler les caractères de

1. A l'agitation pour les huit heures, vient s'ajouter, depuis 1911, la revendication de la semaine « anglaise ».

l'action syndicale, de même qu'à fixer la position du syndicalisme.

« Le syndicalisme, mouvement offensif de la classe ouvrière, par la voix de ses représentants, réunis en Congrès, seuls autorisés, s'affirme encore une fois décidé à conserver son autonomie et son indépendance, qui ont fait sa force dans le passé et qui sont le gage de son progrès et de son développement ;

« Le Congrès déclare que, comme hier, il est résolu à s'écarter des problèmes étrangers à son action prolétarienne, susceptibles d'affaiblir son unité si chèrement conquise et d'amoindrir la puissance de l'idéal poursuivi par le prolétariat groupé dans les Syndicats, les Bourses du Travail, les Fédérations corporatives et dont la C.G.T. est le représentant naturel ;

« De plus, le Congrès, évoquant les batailles affrontées et les combats soutenus, y puise la sûreté de son action, la confiance en l'avenir, en même temps qu'il y trouve la raison d'être de son organisation toujours améliorable ;

« C'est pourquoi, dans les circonstances présentes, il confirme la constitution morale de la classe ouvrière organisée, contenue dans la déclaration confédérale d'Amiens (congrès de 1906) qui est ainsi conçue :... »

Confédération générale du travail,
Le Congrès du Havre, Le Havre,
C.G.T., s. d., p. 157.

6. Les corbeaux s'assemblent

La personnalité de Merrheim marque la période, mais ses articles prophétiques publiés dans *La Bataille syndicaliste* et *La Vie ouvrière*, en 1911, n'ont pas dans l'immédiat retenu l'attention et n'ont ouvert aucun débat.

Depuis quarante années, le canon n'a pas tonné en Europe. De temps à autre, quelque alerte a secoué le

continent mais chaque fois le conflit s'est dénoué, l'orage s'est dissipé. Un état d'esprit s'est créé — tout au moins en France — qu'une guerre européenne était désormais impossible. Excepté les journaux militaristes qui annoncent 365 jours par an la guerre comme prochaine, tout le monde croit à la paix.

Cette confiance dans la solidité de la paix est exagérée ; je dirai même que cette confiance ne me semble légitimée par rien. Nous nous trouvons à la veille d'un gigantesque conflit européen. Les nations y marchent à grands pas, elles s'y préparent fiévreusement. Mais les Guillots de la presse chauvine ont si souvent crié : au loup ! que l'opinion publique ne croit plus au danger et marche les oreilles bouchées, les yeux clos dans un rêve de paix.

Gare le réveil, au fracas des obus. Gare pour nous, travailleurs, qui nous trouverons soudainement devant une déclaration de guerre, notre feuille de mobilisation en main. Ne serons-nous pas surpris par les événements ? Serons-nous capables — si nous n'y pensons dès aujourd'hui — de mettre en application nos résolutions des congrès confédéraux de Marseille et de Toulouse ?

Sans négliger leur tâche quotidienne ni leurs luttes corporatives, nos syndicats doivent se préoccuper des menaces de guerre qui noircissent l'horizon. Il faut que nous soyons prêts au jour du danger. Il convient de nous préparer, de préparer les esprits et les volontés autour de nous. Pour cela, il faut d'abord prendre conscience de ce danger, suivre ses mouvements d'approche.

Je n'entends pas dire que la guerre va éclater instantanément. Mais ainsi que le montreront les faits que je vais étaler, elle est une menace suspendue sur l'Europe ; elle peut éclater dans dix ans, dans cinq ans, peut-être avant.

Les causes économiques des guerres

S'il est arrivé autrefois — et je n'en suis pas sûr — que des peuples se soient entre-déchirés pour des questions d'honneur national, pour des raisons politiques, aujourd'hui

ces prétendues causes de guerre se règlent facilement par voie diplomatique.

Ce qui s'arrange moins aisément ce sont les conflits économiques ; l'eau bénite de cour et les simagrées des diplomates ne suffisent pas à les aplanir. Il faut que fléchisse un côté de la balance, que soient supprimés des avantages matériels et alors les résistances sont formidables.

Le monde est un vaste champ où se heurtent les compétitions, les appétits capitalistes. Plus même que des appétits : des forces fatales, des nécessités d'expansion commerciale.

L'outillage mécanique de chaque nation oblige à produire, à surproduire. Cette surproduction, il faut l'écouler. On s'élance alors sur les marchés mondiaux, tout en fermant son propre marché par des tarifs prohibitifs.

On se jette sur les pays neufs. Chaque nation s'efforce d'y assurer la prépondérance aux produits de son industrie. Et par une conséquence naturelle, un pays marche à la rencontre d'un autre, se heurte à lui. Qui est-ce qui assurera en définitive la suprématie commerciale de ses nationaux et comment ? Le plus fort. Et par la guerre.

Les dirigeants de toutes les nations le sentent si bien qu'ils se laissent entraîner vers la ruine plutôt que de résister sérieusement à la folie des armements sur terre et sur mer.

Mais à mesure que les pays neufs sont pénétrés, qu'ils sont saturés de produits, la concurrence se fait plus âpre, la situation devient plus tendue. Lentement mais sûrement, l'épée sort du fourreau. Plus d'une nation, aujourd'hui, est prête à la jeter dans la balance.

....

L'Angleterre et l'Allemagne se toisent ; elles sont résolues à la guerre ; elles s'y préparent fiévreusement.

— Qu'est-ce que cela peut bien me faire, dira plus d'un travailleur français.

Détrompe-toi, mon camarade. Ne crois pas que nous n'avons rien à y voir, et que nous n'avons qu'à regarder, les

mains dans nos poches, les préparatifs des gouvernements anglais et allemand.

La France n'est pas en dehors du jeu. Les deux adversaires manœuvrent pour s'assurer son concours et la mêler à la danse. L'Angleterre veut notre armée et l'Allemagne de l'argent.

Il nous faut compter avec les campagnes d'affolement de la presse d'affaires. Ce serait vite fait, à coup de mensonges lancés par toute la grande presse, de raviver le chauvinisme et de persuader le pays que l'Allemagne menace nos frontières. Attendons-nous à des manœuvres de ce genre. Attendons-nous à ce qu'on nous demande de courir au secours de la patrie. Aussi ouvrons l'œil...

L'attitude de la classe ouvrière

Nous avons exposé documents et faits. Il ressort de leur examen que la France est l'arbitre de la situation : l'Allemagne a besoin de notre or ; l'Angleterre de notre armée. Que pouvons-nous faire ?

Rester neutres ? Le voudrions-nous que nous ne le pourrions pas. A quelque point de vue que l'on se place, à un point de vue purement ouvrier comme à tout autre, c'est une nécessité vitale d'agir en faveur de la paix.

Avons-nous intérêt à assurer la victoire de l'une des nations en cause ? Aucunement. Victorieuse, l'Angleterre en profiterait pour accaparer le plus de débouchés possible. Si l'Allemagne triomphait, elle ferait exactement comme l'Angleterre, accaparant aussi tous les débouchés.

Des gens ne manqueront pas de faire valoir que l'une ou l'autre des deux rivales paierait certainement notre concours d'un empire colonial par une délimitation de nos zones d'influence en Afrique ou ailleurs.

Cet espoir peut sourire à nos coloniaux et à nos militaires d'affaires. Mais le pays n'y a aucun intérêt, car notre industrie est incapable d'en profiter.

Par conséquent, seule, la France a intérêt à la paix.

Elle y a intérêt parce que notre outillage industriel est insuffisant et retarde de vingt ans. De là, d'ailleurs, découlent les bas salaires, la hausse du prix des choses nécessaires à la vie provoquée par les droits protecteurs. Et si l'on veut que la France se mette industriellement au niveau des autres nations, la paix lui est indispensable.

Mais il n'y a pas d'illusions à se faire. Notre bourgeoisie et nos gouvernants sont incapables d'assurer cette paix. La désirent-ils même ? C'est à nous, travailleurs, à nous seuls, qu'incombent la tâche et le devoir d'empêcher cette guerre anglo-allemande. Nous le pouvons.

Voilà que les antipatriotes songent à appliquer leurs folies, vont crier les bons journaux inscrits aux registres des subventions de l'ambassade d'Angleterre ou celle d'Allemagne.

La réponse est aisée. Il y a beau temps que les capitalistes nous ont devancés et qu'ils ont fait acte d'antipatriotisme. Qu'ils commencent par garder notre or, qu'au lieu de le prêter à tous les gouvernements véreux du monde, ils développent l'industrie nationale. Une fois qu'ils auront fait ça, nous verrons si leur indignation patriotique mérite d'être prise au sérieux.

Autant que les travailleurs anglais et allemands, la classe ouvrière française a besoin de voir clair dans la situation présente et de refuser nettement qu'on l'égare dans les chemins qui la mèneraient aux boucheries.

Dans ses congrès syndicaux, elle a décidé ce qu'elle ferait en cas de guerre. Aujourd'hui, où la tempête menace, elle doit prendre ses responsabilités ; elle se doit de tenir les résolutions qu'elle a votées à Marseille et à Toulouse : plutôt l'insurrection que la guerre ! la grève générale en riposte au décret de mobilisation !

Une telle action suppose que de l'autre côté du Rhin et de l'autre côté de la Manche les travailleurs sont animés de la même volonté. Or, le prolétariat international n'est pas prêt va-t-on dire. Beaucoup le croient.

Qu'en sait-on ? Quand donc le prolétariat international a-t-il été consulté ? L'Internationale syndicale n'existe

pas, et elle seule dans les congrès internationaux syndicaux pourrait donner l'avis de la classe ouvrière.

On nous objectera les résolutions des congrès internationaux socialistes dans lesquels a été discutée cette question. On nous dira qu'au dernier congrès, celui de Copenhague[1], une proposition de Keir Hardie-Vaillant[2] fut renvoyée au congrès de Vienne en 1914, dans trois ans[3].

Le congrès de Copenhague a pu montrer seulement l'état renvoyée d'esprit des chefs du socialisme parlementaire et non celui de la classe ouvrière.

A. MERRHEIM, « Les corbeaux s'assemblent », « L'approche de la guerre », *La Vie ouvrière*, 5 janvier, 5 février, 20 février 1911.

7. L'organisation patronale en France : la métallurgie

Merrheim avait été délégué par la C.G.T. dans de nombreuses grèves et s'était rendu compte, à la différence de Griffuelhes, que la spontanéité révolutionnaire était en défaut devant les arguments des techniciens. Il en a conclu à la nécessité de connaître et d'enseigner les mécanismes de l'économie. Il le fit en ce qui le concerne, pour son propre métier, la métallurgie, avec l'aide et la collaboration de Francis Delaisi. Il était là aussi très en avance sur ses camarades. Devenu en 1904 secrétaire de la Fédération des Métaux, née de la fusion de quatre fédérations de métiers dont celle des Chaudronniers en cuivre la sienne, il insiste dans les extraits ci-dessous sur la nécessité de la concentration ouvrière dans les fédérations d'industrie en face de la concentration patronale. Trois ans séparent les deux textes. On mesure ainsi la force de résistance des métiers.

---

1. Novembre 1910.

2. Vaillant (France), Keir Hardie (Grande-Bretagne). La motion préconisait la grève générale internationale en cas de mobilisation, notamment celle des moyens de transports.

3. Prévu pour 1913, il fut repoussé en 1914 et n'eut jamais lieu. Cependant un congrès extraordinaire de la II[e] Internationale se tint à Bâle en novembre 1912 ; il n'aboutit à aucune résolution concrète.

A ceux qui me demanderaient pourquoi, dans cette contribution à l'étude de l'organisation patronale en France, j'ai accumulé tant de chiffres, de documents et de noms, je répondrais que, dans la métallurgie surtout, le prolétariat doit savoir qu'il est entre les mains d'une petite poignée d'hommes, détenant une puissance formidable, capable de faire plier sous sa volonté, non seulement la classe ouvrière inorganisée, mais encore les gouvernements et les parlements qui tenteraient de lui résister.

C'est une triste constatation à faire : le prolétariat n'est pas au courant des réalités économiques et des forces sociales qui se dressent devant lui. J'en ai éprouvé la conviction de plus en plus forte, à mesure que j'ai été mêlé davantage à l'action ouvrière. Et, je puis bien le dire, c'est surtout cette pénible constatation qui m'a fait le devoir d'appeler — non pas seulement dans cette réponse à cette enquête, mais encore dans une brochure spéciale, que je prépare à cet effet et qui paraîtra prochainement — l'attention de mes camarades des syndicats de l'Union fédérale de la Métallurgie sur la nécessité de se renseigner, de s'instruire, de savoir.

Ma propre expérience me permet de tenir ce langage, que ceux qui ne sont pas informés pourraient croire pessimiste. Je me reporte au moment où, au mois de juin 1904, je vins à Paris remplacer au secrétariat de l'Union fédérale de la Métallurgie le camarade Bourchet. J'étais alors loin de soupçonner la formidable organisation patronale que je vais étudier ici. En quittant l'usine de Roubaix, où je travaillais comme chaudronnier sur cuivre, j'avais emporté avec moi toutes les illusions qu'un militant peut accumuler dans son coin de province, sur la forme et le caractère révolutionnaires du mouvement ouvrier.

Mais les événements allaient vite m'instruire. Presque immédiatement j'étais mêlé aux grèves de Cluses[1] ; j'assis-

1. Le 18 juillet 1904, des patrons horlogers affolés ont tiré de leurs fenêtres des coups de fusil sur des grévistes. Il y eut trois morts et de nombreux blessés.

tais tiraillé par les sentiments les plus divers et les plus confus au congrès de Bourges de 1904 ; puis, je me trouvais jeté dans la tourmente des formidables grèves de Longwy, dont j'ai retracé le cours aux lecteurs du *Mouvement socialiste* (décembre 1905). Trois étapes différentes, autant par les milieux dans lesquels je pénétrais, que par les formes d'agitation, d'action et... d'inconséquence que j'y rencontrais, — mais trois étapes qui furent pour moi d'un précieux enseignement. Elles me montrèrent, parce qu'imprégnées de vie réelle et d'action, la lutte sous un nouveau jour. Les grèves de Longwy, notamment, furent pour moi fécondes en expériences décisives. Je m'y étais heurté à un si grand nombre de difficultés, tant du côté patronal que du côté des militants ouvriers qui y participèrent, que j'en emportais l'irrésistible conviction que le prolétariat serait impuissant tant qu'il ne connaîtrait pas la force réelle de ceux qui le tiennent si fortement en échec. Et puis j'avais rencontré tant de souffrances morales et physiques, tant d'odieuses spoliations à l'égard des travailleurs, que je me promis d'examiner et de faire savoir à mes camarades de lutte, l'organisation dangereuse et puissante des maîtres de l'usine.

C'est ainsi — parce que ballotté entre ces sentiments divers et les difficultés que je rencontrais dans les grèves de Longwy et dans toutes celles que je suivis ensuite, — qu'ont disparu une à une mes illusions. Je n'ai pas tardé à m'apercevoir que le mouvement révolutionnaire en général gagnerait en hommes, en intensité, en résultats, s'il avait une base d'action plus tangible et s'il savait mieux s'adapter aux transformations de la production économique et à l'action des groupements patronaux.

Qu'on ne se méprenne pas sur le sens de ces mots : perte de mes illusions ! Ce qu'ils indiquent, c'est que trop longtemps les militants ont cru, trop nombreux encore sont ceux qui croient, qu'il est inutile de connaître à fond le milieu économique dans lequel nous luttons. Et pourtant, quoi de plus indispensable, pour se rendre compte des décevants mirages de l'illusion parlementaire et légalitaire,

que la connaissance de l'action, de l'évolution et des agissements financiers des capitalistes sur le terrain économique, base de toute leur vie, de toute leur action et de tous leurs actes ?

Reconnaissons-le : la lutte deviendra de plus en plus difficile. La classe patronale se prépare et devient chaque jour plus prête au combat. Ses énergies, son intelligence, son action propre ont un seul objectif : enrayer le mouvement syndicaliste révolutionnaire. Le méconnaître, c'est se préparer de pénibles lendemains.

Or, c'est là ce qu'il y a de grave : cette ignorance presque absolue, dans les milieux ouvriers, principalement métallurgistes, de la puissance patronale organisée, de son rôle et de sa forme *offensive* et *défensive*.

....

Voilà les puissances que nous passerons en revue et que j'ai tenu à mettre sous les yeux des lecteurs du *Mouvement socialiste* et de mes camarades de la métallurgie. Qu'on se dise bien, surtout, que je n'appelle pas ici une œuvre d'imagination. J'ai puisé — difficilement quelquefois — aux sources officielles et les renseignements et leur confirmation, après de patientes et longues recherches. J'ai emprunté — en les résumant — aux travaux de sociétés, d'ingénieurs, de techniciens, dont la valeur, les connaissances et l'autorité ne font de doute pour personne, et qui sont bien connus dans le monde capitaliste. Ainsi mes camarades de la métallurgie seront renseignés. Leur action quotidienne ne sera plus, par une ignorance trop explicable, paralysée. Ils connaîtront les milieux dans lesquels ils peinent et luttent. Ils pourront mesurer la force d'organisation qui s'oppose à leur effort et élever la leur à une pareille hauteur, par un redoublement de solidarité morale et pécuniaire.

Je souhaite aussi que ceux qui croient que les ouvriers de métier — dans la mesure où ils subsistent encore — doivent être isolés et rester dans le cadre étroit de leur organisation corporative y puisent la conviction qu'il est nécessaire que la fusion des différentes *fédérations des métaux*

se fasse vite. L'outillage moderne de l'industrie métallurgique nous y force. La classe capitaliste le transforme inlassablement et je crois que les militants des différents bassins de la métallurgie ont pour premier devoir de s'habituer à connaître la force productive et financière des usines ou sociétés anonymes de leur région. Certes, pour tous, il y a, pour y arriver, de sérieux efforts à faire. Mais ce n'est pas à l'effort qu'il faut mesurer l'action, mais bien à la nécessité de faire cet effort. Or, la nécessité de l'accomplir est incontestable à tous les points de vue et, surtout, pour maintenir à nos organisations leur caractère d'action révolutionnaire. Qu'on le veuille ou non, nous sommes contraints à cette lutte de tous les instants, d'autant plus formidable que l'adversaire est plus puissamment organisé. Par conséquent nous organiser, rendre plus actifs, plus guerriers et aussi plus renseignés les syndicats, est la première et principale chance de succès. Au contraire, continuer à ignorer, c'est nous exposer à tomber dans les pièges savamment tendus par l'adversaire, c'est marcher au-devant du découragement, de la défaite, avec au bout plus de misères et plus de servitudes.

Ne courons pas à des déceptions nouvelles ; gardons-nous des vaines utopies et des folles espérances ; prenons conscience de la colossale organisation patronale qui existe dans notre industrie et donnons-nous à des tâches positives. Puisse cette étude être, pour nos camarades, le stimulant qui les poussera vers une union plus étroite et une action plus vigoureuse !

A. Merrheim, in *Le Mouvement socialiste*, juillet-décembre 1908.

Conséquences des concentrations pour la classe ouvrière

Dans le Nord et le Pas-de-Calais, des sociétés métallurgiques sont étroitement liées avec des compagnies

minières. La Société des Aciéries de France — dont les usines métallurgiques sont situées à Isbergues — est une filiale de la Compagnie des Mines de Béthune. M. L. Mercier, président du Conseil d'administration des Aciéries de France, est en même temps directeur de la Compagnie des Mines de Béthune. C'est assez dire la parenté étroite de ces deux affaires. Or, à Isbergues — qui occupe de 2 000 à 2 200 ouvriers — jamais il n'a été possible de maintenir un syndicat. La dernière tentative date de deux ans. A peine reconstitué, tout le bureau fut impitoyablement renvoyé de l'usine. L'oppression qui pèse sur les métallurgistes de cette localité est telle que pas une protestation ne s'éleva et les renvoyés durent quitter le pays.

La situation est pire encore à Denain (Nord). La Société de Denain-Anzin est une combinaison identique à celle de Lens-Commentry. Pendant de longues années, le baron de Nervo, président du Comité des Forges de France, fut président du Conseil d'administration de la Compagnie des Mines d'Anzin (mines d'Azincourt) et de la Société anonyme des Hauts Fourneaux, Forges et Aciéries de Denain-Anzin. Décédé l'année dernière, il a été remplacé à la présidence des deux Sociétés par M. André Bernard, également administrateur des Mines d'Aniche. Enfin les administrateurs, sans aucune exception, sont les mêmes dans les deux sociétés.

La plus effroyable servitude pèse sur les ouvriers travaillant tant à Denain qu'à Anzin. Entre les 658 mineurs occupés dans les mines et les 5 600 ouvriers des usines, aucun point de contact n'existe. On l'a vu lors de la grève de 1906[1]. Les métallurgistes suivirent le mouvement des mineurs, mais furent les premiers à rentrer. Et j'affirmerais presque que s'ils quittèrent l'usine ce fut poussés par la direction qui escomptait que leur rentrée jetterait le désarroi dans la grève. C'est ce qui arriva. J'étais sur place et j'en ai eu l'impression très forte.

---

1. Grève générale des mineurs, à la suite de la catastrophe de Courrières.

En conséquence, il apparaît nettement que plus le patronat concentre une industrie, plus il pèse lourdement d'une autorité implacable sur les travailleurs et les maintient plus facilement dans la servitude.

. . . .

Il reste, au point de vue général, une conclusion à tirer de cette combinaison : c'est que, de plus en plus, nous assisterons, en France, à la concentration de la grande et de la petite industrie métallurgique. En Allemagne, il y a longtemps que ce phénomène s'est produit : concentration des charbonnages par la fusion des sociétés entre elles ; depuis deux ans, fusion de charbonnages avec des sociétés métallurgiques et, fin 1910, fusion des sociétés métallurgiques entre elles. Par répercussion, la même « politique économique » s'imposera à la métallurgie française, si elle ne veut pas — dans les cartels ou comptoirs internationaux, qui s'imposent et se créeront de plus en plus — être reléguée au dernier plan comme dans le cartel international des rails. Si elle ne le faisait pas, elle serait bientôt vaincue sur le marché français lui-même par la métallurgie allemande. Ce ne sont pas les droits de douane qui la sauveraient.

Aussi peut-on affirmer que la combinaison Lens-Commentry marque un premier pas vers le rapprochement des sociétés houillères et métallurgistes en France.

Pour les travailleurs de la métallurgie, il en ressortira fatalement que le patronat, déjà si fortement groupé dans le Comité des Forges, constituera un bloc plus homogène, moins vulnérable parce que cimenté par la communauté d'intérêts dans les mêmes sociétés filiales.

Alors, en plus des difficultés sans nombre qu'ils rencontrent déjà aujourd'hui pour l'organisation et l'action, les travailleurs de la métallurgie se heurteront partout au même « maître ». Quelle que soit la région vers laquelle ils émigreront, ils rencontreront la même volonté, les mêmes rancunes imposant les mêmes exigences contre lesquelles il faudra recommencer à lutter.

Il faut, de toute nécessité, qu'en face de la puissance sans cesse accrue du patronat, grandisse aussi — en force morale et matérielle — l'organisation ouvrière, la Fédération des Métaux. Bien inspirés ont été ceux qui, l'ayant compris par avance, sont venus à la fusion. Bien imprévoyants et bornés ceux qui aujourd'hui encore s'y opposent.

Considérons donc la combinaison Lens-Commentry comme un avertissement sérieux que nous donne le patronat minier et métallurgiste.

Que les divisions entre Belges et Français du Nord, du Pas-de-Calais, des Ardennes, de la Meurthe-et-Moselle cessent pour faire place à l'union dans l'organisation. Pour répondre efficacement au patronat, en prévision des grandes luttes qui se produiront fatalement, préparons nos munitions, songeons à rendre plus efficace la résistance dans les grèves ; ce sera la tâche du prochain congrès des Métaux.

A. MERRHEIM, « Compagnie minières et sociétés métallurgiques », *La Vie ouvrière*, 5 avril 1911.

8. Bolchevisme et syndicalisme

Sautant par-dessus l'approche de la guerre et la guerre elle-même pour lesquelles les textes publiés abondent notamment dans les ouvrages de Rosmer, Madame Kriegel et dans le *Léon Jouhaux* de B. Georges et D. Tintant, nous donnons un extrait de Berth, le disciple de Sorel. Le bolchevisme fut un aboutissement, au moins provisoire, du syndicalisme. Et les C.S.R., comités syndicalistes-révolutionnaires, créés pendant la guerre, furent l'origine principale du Parti communiste français.

On insiste, on affirme que les syndicalistes, en adhérant à Moscou, violent la charte d'Amiens ; car les bolcheviks, constituant un parti politique, les syndicats, s'ils veulent garder leur autonomie, n'ont pas à les connaître. Mais ceux

qui font cette objection, s'ils sont de bonne foi, ce qui n'est pas sûr, montrent qu'ils n'ont rien compris à la charte d'Amiens et commettent de singulières confusions sur le mot *politique*. La lutte des classes, disait Marx, est une lutte politique, et vouloir exclure la politique des syndicats, c'est vouloir les ramener au simple corporatisme ; le syndicalisme n'est plus révolutionnaire, il devient réformiste, il s'adapte à la société bourgeoise, il s'y incorpore. La charte d'Amiens eut pour objet essentiel précisément d'enrayer un mouvement de dégénérescence réformiste, de rompre avec le millerandisme, de remettre le syndicalisme sur la voie révolutionnaire. Le socialisme politique était alors engagé dans des voies réformistes, démocratiques, politiciennes, dans le plus détestable sens du mot ; les syndicalistes révolutionnaires, en déclarant que le syndicat était l'organe essentiel de la lutte de classe, voulurent se dégager de toute compromission avec un Parti socialiste qui n'était plus qu'une cohue démocratique et qui avait perdu tout sens révolutionnaire.

Voilà ce que voulut faire cette charte d'Amiens qu'on invoque à tout propos et hors de propos ! Et nos néo-millerandistes d'aujourd'hui voudraient nous faire croire que ce sont eux qui restent fidèles à la charte d'Amiens ! C'est se moquer du monde, car si les syndicalistes révolutionnaires avaient toutes bonnes raisons de se méfier de l'ancien Parti socialiste et de couper tous les ponts avec lui, il n'en est plus du tout de même avec les bolcheviks, qui, eux, ont montré qu'ils étaient des révolutionnaires.

Suit-il de là d'ailleurs que les syndicalistes renoncent à affirmer la prééminence du syndicat par rapport au parti ? Nullement. Un incident récent a bien fait voir au contraire combien ils sont restés fidèles au pur esprit du syndicalisme, puisqu'ils ont été jusqu'à désavouer trois de leurs délégués qui s'étaient laissés aller à signer une motion qui pouvait sembler compromettre cette prééminence. Les syndicalistes restent toujours, sur ce point, aussi ombrageux et aussi irréductibles même vis-à-vis de Moscou, pour qui

cependant ils ont de si vives sympathies ; car ils ont le sentiment bien net qu'ils représentent le vrai mouvement prolétarien, et comme le point culminant, l'extrême pointe avancée des conceptions purement prolétariennes ; et que si les Russes ont fait dans la voie révolutionnaire de grandes choses, ils les ont faites sur un plan et sur un terrain qui ne sont pas le plan et le terrain vraiment syndicalistes : d'où leurs réserves.

Ils ont d'ailleurs assez de sens historique pour comprendre que si Lénine a créé une sorte d'État prolétarien, s'il peut être comparé à une manière de Pierre le Grand socialiste, voulant lancer la Russie sur la voie prolétarienne comme Pierre le Grand l'avait lancée sur la voie occidentale, et qu'il y a là une opération de forçage qui est une opération étatiste et non syndicaliste — Lénine, c'est comme un Pierre le Grand qui aurait lu Marx —, il n'en pouvait être autrement en Russie étant donné l'héritage laissé par le tzarisme, le caractère arriéré de l'économie russe et l'état rudimentaire de la classe ouvrière.

E. Berth, *Les Derniers Aspects du socialisme*, Paris, M. Rivière, 1923, pp. 10-14.